

SE PRÉPARER AUX VACHES MAIGRES

POURQUOI LE G20 DOIT MAINTENIR LES STOCKS
DE REGULATION À L'ORDRE DU JOUR

www.oxfam.org/cultivons

CULTIVONS
LA TERRE. LA VIE. LE MONDE



SOUS EMBARGO JUSQU'AU MARDI 21 JUIN 2011 00h01 GMT



Katelin Nwaka, à la banque céréalière de Manchali dans la région de Dodoma (Tanzanie). © Pablo Tosco / Intermón Oxfam (Tanzanie, 2009)

La question de la volatilité des prix alimentaires est de retour à l'agenda du G20 et du Comité sur la sécurité alimentaire. Il est grand temps de reconsidérer le potentiel des réserves alimentaires dans le contexte de marchés agricoles plus intégrés, mais aussi plus volatiles. Sur la base de bonnes pratiques, il est recommandé d'expérimenter des instruments novateurs et complémentaires qui peuvent améliorer l'efficacité des réserves alimentaires et, dans le même temps, remédier aux défaillances du marché et offrir des avantages et des incitations aux petits agriculteurs.

« Depuis que j'ai rejoint la banque céréalières, j'ai pu manger à ma faim sans avoir à déménager dans un autre village. J'ai pu rembourser le prêt plus et plus tard entreposer à la banque l'excédent de maïs que j'avais récolté durant la récolte suivante ».

Katelin Nwaka a rejoint une banque céréalière en 2006, alors qu'elle avait perdu sa récolte et déposé une demande pour obtenir un sac de maïs à crédit. Dodoma, Tanzanie, 2009

Malgré leur volonté de montrer un engagement politique fort, les dirigeants mondiaux ont eu du mal à définir des réponses coordonnées pour remédier aux conséquences de la crise des prix alimentaires.

« *Avons-nous déjà oublié les [émeutes] en Haïti ou en Afrique, lorsque les prix de certains produits alimentaires ont soudainement explosé ?* » a demandé le Président français, Nicolas Sarkozy, dans un récent discours, avant de reconnaître qu'entre 2008 et 2010, rien n'avait été fait¹, bien que la question ait été soulevée comme étant prioritaire aux réunions du G8, du G20 et du Comité de la sécurité alimentaire (CSA) de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Les causes profondes de la crise et les instruments permettant de faire face à l'instabilité des prix des denrées alimentaires sont examinés attentivement par la communauté internationale depuis 2008. Mais, alors que l'on souligne unanimement les niveaux historiquement bas des réserves de céréales comme étant l'une des causes principales de la crise des prix alimentaires, les réserves alimentaires ont été largement absentes de l'agenda international – si ce n'est en rapport avec les interventions d'urgence.

Le choix de constituer des réserves alimentaires nationales a été balayé par les mêmes arguments qui ont conduit à leur démantèlement dans les années 1990. Bien que les récentes fluctuations des prix alimentaires traduisent « un effondrement de la confiance du marché », comme l'a souligné Justin Lin, économiste en chef à la Banque mondiale, les leaders mondiaux continuent à prescrire les mêmes mesures pour approfondir l'intégration du marché.

Mais que peut faire le marché pour nourrir les gens qui vivent maintenant dans une pauvreté extrême en raison de l'effondrement de l'économie mondiale ? Nourrir les gens qui n'ont pas de pouvoir d'achat ne fait pas partie des stratégies du marché. Les pays pauvres seront-ils en mesure d'acheter leur nourriture sur les marchés internationaux en temps de crise, alors que leur manque de devises étrangères ne leur permet pas de rivaliser avec d'autres acheteurs ? Les millions de consommateurs pauvres pourront-ils acheter de la nourriture à des prix abordables, alors que les producteurs d'agrocarburants et les consommateurs plus aisés sont prêts à payer plus pour les mêmes matières premières ?

Ce document d'information avance que les réserves alimentaires locales et nationales peuvent jouer un rôle essentiel dans la stabilisation des prix et vis-à-vis des politiques de sécurité alimentaire. Les réserves alimentaires ne sont plus à la mode depuis longtemps. Mais il est grand temps que nous nous rendions à nouveau l'évidence. Les exemples de l'Indonésie, de Madagascar et du Burkina Faso montrent que si elles sont bien conçues, les réserves alimentaires nationales peuvent être efficaces. Certains pays du G20 et institutions internationales commencent à y réfléchir. Il est grand temps qu'ils le fassent tous, et ce, sans préjugés.

Les réserves alimentaires peuvent effectivement être un instrument, à combiner avec d'autres mesures, pour soutenir des gains de productivité internes, et réduire ainsi la dépendance des pays importateurs nets de nourriture par rapport aux marchés internationaux et améliorer la sécurité alimentaire nationale.

Les décideurs doivent tirer les enseignements des expériences passées, mais les solutions doivent également être adaptées au contexte. Réglementer les marchés ne signifie pas nécessairement de mener des politiques très interventionnistes. Le moment est venu de réévaluer le potentiel des réserves alimentaires dans le contexte de marchés agricoles plus intégrés, mais aussi plus volatiles et d'expérimenter des instruments novateurs et complémentaires, capables d'améliorer l'efficacité des réserves alimentaires, tout en remédiant aux défaillances du marché et en offrant des avantages et des incitatifs aux petits agriculteurs.

CONVAINCRE LES DIRIGEANTS DU G20 D'INSCRIRE LES RÉSERVES ALIMENTAIRES À L'AGENDA

« Je pense que nous devons stocker des réserves alimentaires au niveau mondial de façon plus efficace que par le passé. »

Barack Obama, commentaires sur la crise alimentaire mondiale pendant une séance de questions-réponses, 10 juin 2008²

Par le passé, les augmentations brutales des prix et les périodes de turbulence économique ont stimulé l'intérêt international pour les réserves de céréales. Après la seconde guerre mondiale et jusqu'en 1969, les accords internationaux sur le blé ont été négociés avec succès entre les principaux exportateurs et importateurs de blé. Puis, en 1974, à la Conférence mondiale de l'alimentation, le Président américain Gerald R. Ford s'est prononcé en faveur d'un système international de réserves céréalières³, suite à la flambée des prix de 1973-1974. Mais les négociations tenues à la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) quatre ans plus tard ont échoué à cause de l'absence d'accord entre les parties prenantes sur les prix de déclenchement et les niveaux de stocks, et sur qui allait devoir contribuer.⁴

Après des décennies au cours desquelles les politiques de maintien de stocks ont suscité peu d'intérêt, la crise des prix alimentaires de 2007-08 a remis les réserves alimentaires à l'ordre du jour, et en juillet 2009, lors du sommet de L'Aquila, les dirigeants du G8 ont décidé de se pencher plus avant sur la faisabilité, l'efficacité et les modalités administratives d'un système de stockage ... pour limiter la volatilité des prix.⁵ Toutefois, dans leur projet de rapport pour le G20 daté de mai 2011 et intitulé *"Price volatility in Food and Agricultural Markets : Policy Responses"* (Volatilité des prix sur les marchés alimentaires et agricoles : réponses politiques - traduction ad hoc)⁶, les institutions internationales passent en revue très rapidement les réserves alimentaires et concluent que compte tenu du fait que les tentatives de stabilisation des prix alimentaires se sont révélées coûteuses ou inefficaces, des initiatives fondées sur le marché pourraient être plus judicieuses pour lutter contre la volatilité des prix alimentaires et pour améliorer la sécurité alimentaire dans les pays en développement.⁷

Les niveaux actuels des réserves menacent la sécurité alimentaire

Il est largement admis que le niveau des réserves mondiales de céréales - à la fois les stocks privés et ceux des principaux pays producteurs - influe sur la stabilité des marchés internationaux.

Historiquement, lorsque les stocks mondiaux de céréales chutent en dessous de 15 à 20 % de la consommation mondiale⁸, les prix augmentent fortement et les marchés performants s'effondrent. Les trois principaux pics de prix constatés sur les marchés mondiaux des céréales au cours des 50 dernières années - 1973-1974, 1995-1996 et 2007-2008 - ont correspondu à de faibles ratios stocks/utilisation⁹. En 2007, ce ratio a atteint 16,5 % de la production mondiale de céréales - le plus bas niveau depuis 1973¹⁰. Ce point faible a également conduit à une crise alimentaire mondiale en 1974.

La croissance de la production céréalière dans les principaux pays producteurs a fortement diminué entre 1980 et 2000¹¹, ce qui a entraîné des changements majeurs sur les marchés mondiaux. La Chine a remplacé les États-Unis comme principal détenteur des stocks, avec 50 % des stocks mondiaux de blé au cours de la période 1996-2000¹². Mais après quelques mauvaises récoltes qui ont affecté ses stocks, les réserves mondiales de céréales se sont effondrées jusqu'à atteindre une valeur de consommation de deux mois seulement en 2009¹³. Aujourd'hui, il n'existe pas de pays ou de mécanisme international coordonné assurant le rôle de gardien des réserves du marché. S'appuyer sur les stocks privés peut en outre s'avérer une stratégie risquée. Les producteurs privés n'ont aucun intérêt à maintenir un « niveau de stocks socialement optimal »¹⁴ ; d'ailleurs, les stocks privés sont répartis entre les producteurs, les négociants et les vendeurs, et sont donc difficiles à suivre.

Malgré une augmentation relative des céréales en 2009-2010, après une bonne récolte, les réserves mondiales de céréales ont à nouveau diminué de 15 % début 2011¹⁵. Il pourrait en résulter une diminution du ratio stock/utilisation des céréales à 17,1 %¹⁶ fin 2011, ce qui menacerait la sécurité alimentaire. Dans leur rapport aux dirigeants du G20 *"Price volatility in Food and Agricultural Markets : Policy Responses"*, les institutions internationales mettent en garde contre un risque élevé de volatilité des prix dans les années à venir. Même la perspective de stocks épuisés peut suffire à faire grimper les prix en flèche.

Compte tenu du niveau de risque élevé et de la réticence des dirigeants du G20 à se doter de mécanismes mondiaux de réserves céréalières, Oxfam estime qu'il faudrait encourager les pays en développement - en particulier ceux qui dépendent des importations alimentaires - à se constituer des réserves alimentaires - ou des stocks de régulation - aux niveaux régional, national et local afin de limiter les hausses subites de prix et, dans le cadre d'une stratégie plus large, d'améliorer leur sécurité alimentaire nationale.

« Même si les réserves sont coûteuses à maintenir et difficiles à gérer, les coûts que représente la tenue d'une réserve de céréales publique peuvent être considérés comme une dépense d'intérêt public. »

Justin Lin, Premier vice-président et économiste en chef à la Banque mondiale, 17 octobre 2008

L'inconvénient de ne pas avoir de réserves alimentaires

Leu maintien et l'exploitation d'une réserve alimentaire ont bien entendu un coût. Comme les institutions internationales l'ont souligné dans leur rapport au G20, l'approvisionnement intérieur, la mise en circulation des denrées alimentaires provenant des stocks de régulation et les programmes d'échanges commerciaux exigent des crédits budgétaires réguliers pour couvrir les pertes opérationnelles encourues dans le commerce national et international ; de plus, les « coûts d'exploitation des stocks de régulation sont importants »¹⁷.

Toutefois, les coûts humains, politiques et économiques liés au fait de ne pas avoir de réserve de nourriture sont encore plus élevés. Suite à la hausse spectaculaire des prix alimentaires en 2007-2008, environ 150 millions de personnes ont rejoint les rangs de ceux qui ont faim. Les flambées des prix des denrées alimentaires sont désastreuses pour les personnes vivant dans la pauvreté dans les pays en développement, puisqu'ils consacrent l'équivalent des trois quarts de leur revenu aux denrées alimentaires. Pour ces familles, même des hausses de prix infimes pèsent lourdement sur les finances du ménage et les obligent à réduire les dépenses consacrées à l'éducation et à la santé. Dans les familles pauvres, les femmes et les enfants sont les plus touchés, mangent moins et en dernier, et sont plus susceptibles de souffrir de problèmes de santé, puisque leur régime alimentaire manque d'aliments nutritifs. La plupart des petits producteurs étant également des acheteurs nets¹⁸ de produits alimentaires, ils sont aussi directement concernés.

L'acceptabilité et la légitimité des coûts des réserves alimentaires ne peuvent être véritablement appréciées qu'au vu des conséquences dramatiques des augmentations soudaines de prix. De ce point de vue – qui est malheureusement rarement celui des pays donateurs et des institutions internationales - les coûts que représente le maintien d'une réserve sont une dépense indispensable.

L'analyse de la crise des prix alimentaires de 2007-2008 révèle que les coûts d'exploitation d'une réserve alimentaire n'ont pas à être aussi élevés que l'on pourrait l'imaginer. Selon Justin Lin, Premier vice-président et économiste en chef à la Banque mondiale, une différence relativement mince dans le niveau des stocks pourrait avoir fait toute la différence entre des réserves insuffisantes et des réserves adéquates. Comme il l'explique : « la différence entre les stocks mondiaux de fin d'année en 2004-2005 et en 2007-2008 n'était que de 60 millions de tonnes environ, soit quelque 2,7 % de la production mondiale »¹⁹.

Des recherches récentes ont montré que le stockage de 105 millions de tonnes supplémentaires de céréales à travers le monde, ce qui aurait été suffisant pour éviter la désorganisation du marché mondial en 2007-2008, aurait coûté 1,5 milliard de dollars, au prix de stockage le plus bas possible²⁰. Pour les décideurs qui tentent de déterminer si le coût du maintien de stocks supplémentaires est acceptable ou prohibitif, il serait peut-être utile de considérer ce coût en termes humains : 1,5 milliard de dollars représente 10 \$ pour chaque personne supplémentaire souffrant de la faim suite à la flambée des prix des denrées alimentaires de 2007-2008²¹.

Qui supporte le coût d'une crise des prix alimentaires?

Ce sont les pays en développement, et en particulier les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) qui supportent le coût des crises des prix alimentaires. La flambée des prix mondiaux augmente leur facture alimentaire, oblige les gouvernements à mener des politiques monétaires restrictives qui nuisent aux producteurs locaux et augmentent les problèmes liés à la balance des paiements et à l'équilibre budgétaire.

De 2005 à 2010, la facture des importations de produits alimentaires des PFRDV a presque triplé. Elle est passée de 58,3 milliards de dollars à 163,6 milliards et a augmenté de 23 % en moyenne par an²². Pour les seules céréales, la facture d'importation annuelle moyenne des PFRDV a été de 12,3 milliards de dollars de 2001 à 2005. Elle est passée à une moyenne de 25,6 milliards entre 2006 et 2010²³.

Au niveau macro-économique, les États d'Afrique subsaharienne estiment que le coût des diverses mesures fiscales (exonérations fiscales et douanières sur les subventions alimentaires, les contrôles des prix alimentaires et les augmentations de salaire) ont représenté en moyenne 5 % du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2008²⁴. La hausse des prix alimentaires a entraîné l'augmentation des taux d'inflation dans l'ensemble du monde en développement en 2008, et l'accès au crédit est devenu plus difficile, alors que les sources mondiales de liquidité diminuaient et que les pays en développement durcissaient leurs politiques monétaires en réponse à la crise financière.

La hausse des prix de la nourriture a aussi une incidence directe sur la fourniture d'aide alimentaire. D'après le Programme Alimentaire Mondial (PAM), 4,5 millions de tonnes de blé, maïs, riz et sorgho ont été fournies en 2008, pour un coût de 1,6 milliard de dollars. Toutefois, si les prix de 2000 s'étaient maintenus, les distributions auraient pu être triplées en 2008²⁵. En 2009, lorsque les besoins étaient les plus criants, les distributions mondiales d'aide alimentaire s'élevaient à 5,7 millions de tonnes - le plus bas niveau depuis 1961²⁶. En 2011, le PAM doit trouver 3,75 milliards de dollars pour répondre aux besoins les plus urgents. Début mars, le total des contributions s'élevait seulement à 824 millions de dollars.²⁷

ÉTABLIR LE BIEN-FONDÉ DES RÉSERVES ALIMENTAIRES

« Les réserves alimentaires pourraient être utilisées pour soutenir les revenus des agriculteurs, en achetant à bon prix puis en fournissant ensuite les aliments à un prix raisonnable pendant les périodes de hausse des prix. Si une réserve de nourriture est gérée de façon judicieuse et transparente, elle peut limiter la volatilité des prix et garantir les revenus. »

Olivier De Schutter, Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, janvier 2011²⁸

Compte tenu de la réticence des dirigeants du monde à se doter de mécanismes mondiaux de réserves céréalières, les pays qui dépendent des importations devraient envisager de créer des réserves stratégiques nationales dans le cadre d'une politique de sécurité alimentaire nationale. Selon la FAO, 35 pays ont mis en circulation des stocks publics durant la crise alimentaire de 2007-2008²⁹. En Inde, un achat massif de riz et de blé en 2008 a permis au gouvernement de mettre sur le marché des stocks suffisants pour stabiliser les prix³⁰.

L'insuffisance des stocks publics et des devises étrangères a posé un problème majeur de sécurité alimentaire à de nombreux pays en développement ayant un déficit vivrier. Ces derniers ont importé beaucoup moins que nécessaire et ont dû faire appel à l'aide alimentaire ou à un soutien extérieur pour combler le manque.

Fixer les règles

Les stocks de régulation sont souvent associés à des monopoles ou à des contrôles stricts sur le commerce, le marketing, la vente, voire même la production. Ils ont été accusés de décourager ou de porter atteinte aux activités privées dans les pays en développement. Les institutions internationales signalent également qu'une « mauvaise gestion rend les stocks de régulation inefficaces... ». Il a été prouvé à plusieurs reprises que les mises sur le marché étaient effectuées trop tard pour influencer sur les prix des aliments ou pour garantir la sécurité alimentaire. Des changements brusques et imprévisibles dans les opérations des stocks de régulation augmentent considérablement les risques du marché et découragent l'investissement privé³¹.

Si, dans le passé, les réserves alimentaires ont été mal gérées, ou qu'elles n'ont pas contribué à la sécurité alimentaire ou à la stabilité des prix dans de nombreux cas, cela ne signifie pas pour autant que les outils ne soient pas capables de stabiliser les prix. On pourrait plutôt plaider pour une meilleure mise en œuvre des politiques et d'une meilleure gouvernance des réserves alimentaires afin d'éviter le favoritisme ou les retards préjudiciables entre les annonces gouvernementales et la mise en œuvre effective des mesures.

L'adoption de méthodes « fondées sur des règles », par lesquelles les dirigeants s'engagent à agir en fonction de règles et de déclencheurs prédéfinis, pourrait réduire le niveau d'insécurité politique et contribuer à un développement plus large du marché céréaliier. L'amélioration de la gestion impliquerait également d'investir dans la formation et la

recherche pour améliorer la capacité des organismes d'exécution à adapter les principaux paramètres, comme la taille des stocks nécessaires ou le niveau de la fourchette des prix intérieurs (en gardant à l'esprit les tendances internationales). Enfin, veiller à ce que les associations d'agriculteurs, le secteur privé et les organisations de la société civile aient la possibilité de participer activement à la gouvernance et à la gestion des stocks publics pourrait considérablement accroître la transparence et la redevabilité.

Les dirigeants du G20 craignent un éventuel retour à des politiques de réserves alimentaires, mais il faut garder à l'esprit que des alternatives à des politiques très interventionnistes existent. Oxfam estime que les gouvernements devraient conserver la capacité de réguler le marché pour atteindre leurs objectifs nationaux de sécurité alimentaire. Mais cela devrait être dans le cadre clair et transparent d'un engagement crédible à soutenir l'investissement en faveur du développement d'une agriculture paysanne durable, résiliente et productive. Les expériences passées montrent les avantages de l'intervention gouvernementale, quand elle se limite à éviter les défaillances du marché, à faire fonctionner les marchés plus efficacement, voire à créer des marchés quand ils n'existent pas - plutôt que de remplacer les activités privées par des activités publiques. Par exemple, de 1975 aux années 1990, les réserves alimentaires de l'Indonésie ont été performantes, en simplement contrôlant environ 10 % du marché du riz du pays (voir encadré 1 ci-dessous). Le gouvernement a créé des institutions pour stimuler l'épargne et a encouragé l'investissement dans les infrastructures de transport et le marché, tout en maintenant une fourchette de prix (définissant les prix plancher et plafond) suffisamment large pour promouvoir les activités privées quand les marchés de capitaux étaient particulièrement faibles.

Encadré 1 : Indonésie : achats publics de riz

Durant les années 1970 et 1980, la politique de l'Indonésie par rapport au riz entendait garantir aux consommateurs la possibilité de se procurer du riz en quantité suffisante et à un prix raisonnable, et aux producteurs de riz des rendements économiques suffisants de leurs produits. Les politiques de prix incluaient le stockage public du riz et la fixation de prix plancher et plafond. L'agence nationale de logistique, le BULOG (Badan Urusan Logistik), gérait les agences locales au niveau du district, elle achetait le riz lorsque c'était nécessaire pour augmenter le prix sur les marchés ruraux jusqu'au prix plancher et le stockait dans des entrepôts, alors que le riz était vendu en gros. Ces stocks de riz, accumulés via les achats publics et les importations (le BULOG contrôlait également le commerce international) étaient ensuite utilisés pour défendre un prix plafond sur les marchés urbains.

Le fait que les prix étaient stables plutôt qu'élevés a inspiré confiance aux agriculteurs, qui ont fait les investissements nécessaires afin d'accroître leur productivité³². La rentabilité du riz est venue principalement des investissements publics massifs dans le secteur du riz : rénovation et construction d'installations d'irrigation (3,7 millions d'hectares entre 1969 et 1989)³³, des places de marché, des routes et des ports ; conseils techniques et distribution de colis techniques, comprenant notamment des variétés à haut rendement et des engrais (l'utilisation des engrais a augmenté de 500 % entre 1970 et 1985)³⁴.

La production de riz a augmenté de près de 150 % entre 1968 et 1989³⁵ et l'Indonésie, qui était régulièrement le plus grand importateur du monde au milieu des années 1970, souvent avec un cinquième du riz fourni à l'échelle internationale, a atteint l'autosuffisance en 1984. En même temps, la consommation de riz a augmenté de façon spectaculaire, surtout dans les familles pauvres. Le taux de pauvreté dans les campagnes est passé de 40 % en 1976 à 21 % en 1987³⁶. Cette diminution a été suivie d'une énorme amélioration de la sécurité alimentaire ; le pourcentage de personnes souffrant de malnutrition passant de 24 % (1979 à 1981) à 13 % (de 1995 à 1997)³⁷. D'après les évaluations macro-économiques, le programme de stabilisation des prix du riz a également généré près d'un point de pourcentage de croissance économique chaque année de 1969 à 1974³⁸.

Un certain nombre de mises en garde doivent néanmoins être faites concernant la gouvernance de l'Indonésie sous le régime dit *d'Ordre nouveau* instauré par Suharto, qui se caractérisait par une répression sévère contre le Parti communiste (PKI) et par l'oppression des organisations d'agriculteurs indépendants.

Toutefois, malgré les critiques quant à sa légitimité politique, l'expérience de l'Indonésie montre que l'intervention du gouvernement est capable de fortement s'adapter à un contexte changeant et peut contribuer à une croissance économique rapide, tout en encourageant le développement du marché intérieur. De 1975 à 1985, les achats publics n'ont jamais dépassé 12 % de la production totale et 15 % de la consommation (10 % durant les années normales)³⁹, alors que le prix plafond était maintenu pour les consommateurs au niveau des prix internationaux.

Par conséquent, l'efficacité de la structure de commercialisation privée a toujours été cruciale pour l'Indonésie. La fourchette de prix a été fixée de façon à ne pas décourager le commerce privé. Les marges ont principalement été déterminées en fonction des coûts de stockage et de distribution encourus par le secteur privé. La fourchette a été progressivement élargie⁴⁰ une fois que le pays a atteint l'autosuffisance. À l'époque, l'Indonésie a également réduit ses stocks afin de donner plus de souplesse au système et s'est même montrée encore plus efficace dans la stabilisation de ses prix intérieurs⁴¹.

Pour atteindre cet objectif, le BULOG a beaucoup investi dans la direction et la formation du personnel, permettant des mises à jour régulières des prix plancher et plafond du riz, ainsi que de l'ampleur des stocks de régulation nécessaires, ou du montant des subventions pour les engrais. Son intégration dans l'élaboration des politiques macro-économiques et son accès aux ressources financières ont également été déterminants pour que l'agence parvienne à stabiliser les prix intérieurs.

Après la crise financière asiatique de 1997, la croissance économique de l'Indonésie s'est considérablement réduite et elle a dû faire appel au Fonds Monétaire International (FMI) pour éviter l'effondrement économique. En contrepartie, le FMI a soumis le gouvernement à de fortes pressions afin qu'il réduise les activités du BULOG et limite les interventions publiques sur le marché du riz.⁴²

Utiliser des instruments novateurs dans le cadre d'une stratégie mondiale de réserves alimentaires

Des mécanismes définis sur place et bien gérés peuvent réduire la vulnérabilité des populations face aux catastrophes naturelles, les fluctuations saisonnières du marché et les crises de l'offre, ainsi que la

nécessité de l'aide alimentaire internationale. Comme de tels mécanismes se basent sur les producteurs locaux, ils peuvent également avoir une forte influence sur la production alimentaire locale et les revenus dans les campagnes. Depuis de nombreuses années, Oxfam soutient les banques céréalières locales par le biais de programmes visant à créer des sources de revenus. Les banques de céréales et les systèmes de récépissés d'entrepôt permettent l'existence de systèmes décentralisés ou locaux de gestion des produits alimentaires, conçus pour protéger les agriculteurs et les consommateurs contre les fluctuations du marché.

Les expériences de systèmes de récépissés d'entrepôt ont prouvé que ces derniers pouvaient être de puissants instruments pour développer la capacité de stockage des agriculteurs. Dans plusieurs pays d'Afrique de l'Est, ces systèmes ont permis aux agriculteurs d'obtenir de meilleurs bénéfices de leurs activités de commercialisation, tout en servant de précieuse source de crédit dans les zones rurales, lesquelles ont tendance à être négligées par le secteur bancaire officiel.

Encadré 2 : Madagascar: crédit sur inventaire pour améliorer la sécurité alimentaire

A Madagascar, en 1993, la FIFATA (Fikambanana ny Tantsaha Fampivoarana ou Association pour le Progrès des paysans), a mis en place des Caisses d'Épargne et de Crédit Agricole Mutuels - CECAM - pour développer les services de crédit destinés à ses membres. Aujourd'hui, les CECAM offrent aux ménages ruraux une gamme de produits financiers innovants, allant des prêts agricoles aux prêts pour couvrir les urgences familiales. Ces services comprennent un produit de crédit sur inventaire de riz, appelé Grenier commun villageois (GCV)⁴³, qui a pour objectif déclaré « d'aider le paysan à maîtriser les prix de ses produits, de la récolte à la commercialisation »⁴⁴.

Le mécanisme du GCV permet aux producteurs de stocker une partie de leur récolte pour la consommation ou la vente jusqu'à la période de soudure, lorsque les prix du marché local sont plus élevés. Puisque la seule garantie nécessaire est le stock de riz et que la quantité minimale est de seulement 75 kg⁴⁵, il est facilement accessible aux petits producteurs. Avec un taux d'intérêt de 3 %, le niveau de remboursement a toujours été proche de 100 %. La plupart des agriculteurs utilisent le GCV en combinaison avec d'autres produits financiers de la CECAM comme les prêts agricoles⁴⁶.

Le Réseau CECAM a connu une expansion rapide, et fin 2008, il comptait 110 000 membres (deux fois plus qu'en 2003), dont 30 % étaient des femmes⁴⁷. Il exploite un système très décentralisé, avec un grand nombre de petits magasins. Globalement, on estime sa capacité à environ 55 000 tonnes⁴⁸.

Le GCV permet aux ménages pauvres d'économiser sur leur facture alimentaire annuelle et sert de dispositif d'étalement de la consommation. Dans le même temps, il permet aux autres agriculteurs d'obtenir un meilleur accès au marché du riz et de se livrer à des activités productives hors saison.

Une approche innovante pour développer les achats publics de biens gardés sous récépissés d'entrepôt démarre actuellement en Zambie, via le programme Achats pour le progrès (*Purchase for Progress* –

P4P) du PAM⁴⁹. En achetant et en étant porteur de récépissés d'entrepôt, qui garantissent la disponibilité, la qualité et la quantité du stock dans les entrepôts certifiés, les gouvernements pourraient en effet réduire la charge de gestion des stocks, tout en créant un environnement plus prévisible pour les activités privées. Ces systèmes pourraient également aider le gouvernement à recueillir des données plus précises sur la quantité de stockage privé qu'il pourrait utiliser pour éclairer les décisions sur les quantités à importer en période de pénurie sur le marché intérieur.⁵⁰

D'autres études sont également menées pour analyser la façon dont les instruments du marché pourraient être utilisés pour mieux gérer les réserves alimentaires nationales. En Zambie, une proposition de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)⁵¹ prévoit d'utiliser ZAMACE (*Zambia Agricultural Commodity Exchange*, la bourse des produits agricoles de Zambie), de l'accompagner d'un système de récépissés d'entrepôt, avec à la fois le choix de nourriture locale et d'importation. L'objectif est d'améliorer la capacité du pays à maintenir la stabilité des prix des denrées alimentaires, tout en favorisant l'augmentation à long terme du rendement des agriculteurs et en soutenant le développement du marché.

Un certain nombre d'études récentes⁵² ont analysé le potentiel des instruments de couverture, comme les contrats à terme et les options, pour réduire une partie de l'insécurité et des risques associés aux importations alimentaires pour les pays en développement. Mais presque aucune d'entre elles n'a évalué le potentiel de ces instruments pour améliorer la gestion et l'efficacité des réserves alimentaires. Des options d'achat, qui donnent au gouvernement le droit - mais non l'obligation - d'acheter la marchandise à un prix fixé à un moment défini dans l'avenir, peut pourtant abaisser le niveau des stocks réels nécessaires à un pays et ajouter de la transparence en établissant des règles claires pour les interventions du gouvernement. Elle peut également réduire la vulnérabilité des réserves nationales aux attaques spéculatives. En achetant des options d'achat, le gouvernement enverrait un signal aux spéculateurs potentiels, qui dissuaderait ces derniers de stocker en vue de tirer parti des bénéfices attendus, puisque les importations à un prix fixé préalablement couvriraient l'épuisement potentiel des stocks nationaux.

Enfin, la flambée des prix alimentaires de 2007-2008 a éveillé l'intérêt pour la création d'une réserve alimentaire régionale entre des organismes comme l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en Afrique de l'Ouest, et la Communauté de développement des pays d'Afrique australe (CDAA) ; que cela consiste en efforts conjoints afin de coordonner les réserves appartenant à l'État ou en une réserve gérée par un organisme régional indépendant. Une réserve alimentaire au niveau régional pourrait aider les gouvernements à aplanir et à gérer les différences entre les zones ayant des surplus alimentaires et celles qui ont des déficits au sein de la même région. Des réserves régionales pourraient également améliorer la stabilisation des prix grâce à l'extension de la portée du système d'offre et de

distribution, en permettant des économies d'échelle et donc des coûts inférieurs. Dernier point, mais non le moindre, le suivi nécessaire au niveau supranational pourrait aider à empêcher les gouvernements individuels de monopoliser les réserves à des fins politiques à court terme⁵³.

L'approvisionnement public auprès des petits exploitants : un outil pour améliorer la sécurité alimentaire

Alors que les réserves alimentaires nationales peuvent avoir pour objectif précis d'aider les petits exploitants, l'expérience montre que la fixation d'un prix plancher pour les achats publics est une mesure nécessaire, mais le plus souvent insuffisante en soi. La plupart des petits exploitants ne produisent pas assez pour satisfaire leurs propres besoins de subsistance ; ils sont donc consommateurs d'aliments, ou sont peut-être simplement en mesure de satisfaire leurs propres besoins alimentaires, mais ont besoin d'un soutien complémentaire spécifique pour tirer pleinement parti des programmes d'achats publics. Cela est particulièrement vrai pour les femmes. Bien que les femmes produisent 60 % à 80 % de la nourriture dans la plupart des pays en développement⁵⁴, les investissements dans la production alimentaire ciblent en général les hommes plutôt que les femmes, car on suppose que les connaissances de celles-ci seront partagées avec toute la famille⁵⁵. Pourtant, ces informations ne sont souvent pas adaptées aux besoins des femmes. Le genre détermine en outre fondamentalement l'accès à la terre, au crédit, à la formation et au contrôle de la production. Il est donc essentiel que les programmes publics se saisissent de ces problèmes spécifiques en vue de mettre à profit le potentiel des femmes.

Plusieurs tentatives ont été faites pour mettre en œuvre des systèmes d'achats publics faisant intervenir les petits exploitants, comme le programme brésilien Fome Zero (Faim zéro) ou le programme novateur P4P du PAM (voir encadré 3 ci-dessous pour en savoir plus sur le programme P4P au Burkina Faso). Bien que les deux régimes n'aient pas pour objectif de diminuer la volatilité des prix des denrées alimentaires grâce à des stocks de régulation, ils donnent aux gouvernements des enseignements utiles pour qu'ils prévoient de se constituer des réserves alimentaires, tout en soutenant les gains de productivité des petits agriculteurs.

Au Brésil, par exemple, le modèle agricole fondé sur les petites exploitations produit 70 % de la consommation alimentaire nationale. Bien qu'il utilise seulement un quart des terres cultivées du pays, le secteur fournit 38 % du revenu national brut agricole (RNB) ; il garantit la sécurité alimentaire du pays et emploie trois travailleurs sur quatre dans les zones rurales. Grâce à la Compagnie nationale d'approvisionnement (CONAB), le gouvernement brésilien achète ses denrées alimentaires chez les petits agriculteurs sans devoir passer par des appels d'offres, à condition que leurs prix ne soient pas supérieurs à ceux pratiqués sur les marchés régionaux. Les produits alimentaires

achetés sont utilisés pour approvisionner les programmes publics dans les écoles et les hôpitaux. Début 2009, le Programme d'approvisionnement alimentaire avait déjà investi environ 646 millions de dollars pour acheter 1,25 tonne de produits alimentaires chez 86 000 petits agriculteurs.⁵⁶

Encadré 3 : Burkina Faso : programme Achats pour le progrès du PAM

Le Programme alimentaire mondial a mis en place son programme Achats pour le progrès (P4P) au Burkina Faso en 2008⁵⁷. Les petits agriculteurs contribuent à 70 % de la production agricole dans le pays, mais les niveaux de productivité sont faibles et les agriculteurs sont en grande partie tributaires des pluies aléatoires. Le programme propose des contrats à terme (avec des quantités et des prix définis) aux organisations de petits agriculteurs pour leur assurer un marché garanti au moment des semis, encourageant de la sorte une plus grande production et facilitant l'accès au crédit des membres, ce qui est crucial pour l'achat d'engrais ou de semences. Le programme travaille également avec des organisations partenaires locales pour dispenser des formations en gestion de la qualité, en stockage et passation de contrats.

Au Mali et au Burkina, ces contrats ont totalisé plus de 3 700 tonnes de sorgho, millet, haricots et maïs à livrer après la récolte, fin 2010. Cependant, seulement 1 200 tonnes ont effectivement été jusqu'à présent livrées au PAM, principalement parce que certaines organisations paysannes burkinabées n'ont pas été en mesure de répondre aux spécifications de qualité du PAM.⁵⁸

Le PAM cherche des moyens de résoudre ce problème grâce à des programmes de formation visant à sensibiliser les organisations paysannes à la question de la qualité et à améliorer leur capacité de gestion des produits de base. Au Burkina Faso seul, le programme P4P prévoit d'acheter 16 800 tonnes de nourriture par le biais de contrats directs et à terme au cours des cinq prochaines années.⁵⁹

RECOMMANDATIONS

Les pays en développement devraient garder la capacité de développer et de réguler leurs marchés alimentaires intérieurs, et contribuer à leurs objectifs de sécurité alimentaire en atténuant l'instabilité des prix grâce aux stocks de régulation. Ils doivent pour cela :

- Fixer un cadre pérenne et transparent pour les interventions publiques dans les stocks de régulation, y compris en adoptant des règles claires avec des mécanismes de déclenchement tels que des fourchettes de prix ou des ratios stocks/utilisation;
- Encourager l'approvisionnement public auprès des petits exploitants à un prix suffisant, ainsi que des programmes de soutien ciblés, incluant l'accès au crédit, aux moyens de production et à des formations ;
- Développer de solides capacités institutionnelles pour actualiser régulièrement les paramètres fondamentaux (par exemple, le niveau de stocks nécessaire, la tendance des prix du marché, etc.) et pour s'adapter rapidement à une réalité en constante évolution ;
- Assurer une gouvernance efficace et responsable, avec la participation active des organisations paysannes, du secteur privé et des organisations de la société civile. A cette fin, un soutien spécifique doit être apporté aux petits exploitants et aux organisations de femmes afin qu'ils développent leurs capacités à s'engager de façon significative dans la gestion des réserves alimentaires aux niveaux local et national ;
- Développer les synergies et les complémentarités entre les réserves locales, nationales et régionales en vue de renforcer la sécurité alimentaire locale et d'améliorer le commerce régional.

Les membres du G20, les pays donateurs et les institutions internationales devraient :

- Fournir un appui technique et financier aux pays en développement en faveur de la création et la gestion de réserves alimentaires aux niveaux local, national et régional afin de limiter les hausses de prix ; et dans le cadre d'une stratégie plus large, afin d'améliorer la sécurité alimentaire nationale et ;
- Soutenir des méthodes et des instruments novateurs pour améliorer la gestion et l'efficacité des réserves alimentaires dans le contexte actuel de marchés alimentaires et agricoles intégrés.

NOTES

- 1 Discours de Nicolas Sarkozy (2009) intitulé "Un nouvel avenir pour notre agriculture".
- 2 'Obama préconise de stocker des réserves alimentaires, site internet de Survival Food – Freeze Dried & MRE, <http://bulk-survival-food.com/obama-says-stockpile-food-reserves/97>
- 4 S. Murphy (2009) 'Strategic Grain Reserves in an Era of Volatility', Minneapolis: Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP).
- 4 S. Wiggins et S. Keats (2010) 'Grain Stocks and Price Spikes', Overseas Development Institute (ODI), <http://www.odi.org.uk/resources/details.asp?id=4705&title=grain-stocks-price-spikes>
- 5 Déclaration conjointe de L'Aquila sur la sécurité alimentaire mondiale, Initiative de L'Aquila sur la sécurité alimentaire. Approuvée par le G8 et par l'Algérie, l'Angola, l'Australie, le Brésil, le Danemark, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Inde, l'Indonésie, la Libye (présidence de l'Union africaine), le Mexique, les Pays-Bas, le Nigéria, la République populaire de Chine, la République de Corée, le Sénégal, l'Espagne, l'Afrique du Sud, la Turquie, la Commission de l'Union africaine, la FAO, l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation internationale du Travail (OIT), le FMI, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Secrétaire général de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire des Nations unies, le PAM, la Banque mondiale, et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (qui ont tous participé à la session sur la sécurité alimentaire lors du Sommet du G8 à L'Aquila, le 10 juillet 2009) et par l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), Bioversity International / Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), la Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural, et le Forum mondial sur la recherche agricole (GFAR).
- 6 Lors du sommet du G20 qui s'est tenu à Séoul en 2010, les dirigeants du G20 se sont mis d'accord sur un "Plan d'action pluriannuel pour le développement" dans lequel ils demandent à la FAO, au FIDA, au FMI, à l'OCDE, au CNUCED, au PAM, à la Banque mondiale et à l'OMC de travailler avec les principaux intervenants afin d'élaborer des options à soumettre au G20 sur la façon de mieux gérer et d'atténuer les risques associés à l'instabilité des prix des denrées alimentaires et d'autres produits de base agricole sans fausser le comportement du marché et, en définitive, pour protéger les plus vulnérables." En mai 2011, ces institutions internationales ont soumis leur deuxième version aux dirigeants du G20 : FAO, FIDA, FMI, OCDE, CNUCED, PAM, Banque mondiale, OMC, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire des Nations unies (HLTF ONU) (2011) Price Volatility in Food and Agricultural Markets: Policy Responses. Rapport au G20.
- 7 Rapport de la FAO, du FIDA, FMI, l'OCDE, la CNUCED, le PAM, la Banque mondiale, l'OMC, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire des Nations unies (2011) Price Volatility in Food and Agricultural Markets: Policy Responses. Rapport au G20, p. 28.
- 8 Wiggins et Keats, op. cit.
- 9 Wiggins et Keats op. cit. notent également que le seuil de 20 % n'a pas été respecté en 2003/04, mais que la mise des stocks chinois sur le marché mondial a empêché une flambée des prix à l'époque. Selon Wiggins (2010), les prix du maïs ont augmenté de 90 pour cent de janvier 1995 jusqu'au pic du premier semestre de 1996, les prix du riz ont augmenté de 30 pour cent, et du blé de 70 pour cent.
- 10 J. Lin (2008) Commentaires préparés. Table ronde ayant pour thème la préparation à la prochaine crise mondiale du prix des denrées alimentaires. Banque mondiale.
- 11 Entre la période 1970-1980 et la période 1990-2000, les taux de croissance moyens de la production céréalière annuelle ont diminué 4,9 à 2,1% en Chine; de 2,2 à 1,6% dans l'UE; de 0,1 à -4,3% dans l'ex-URSS; de 5,1 à 1,9 % aux États-Unis. Source: B. Daviron (2009) 'La forte volatilité des prix depuis 2007/08 – Analyse des facteurs conjoncturels ainsi que des facteurs spéculatifs ayant exacerbé la hausse', CIRAD/La recherche agronomique pour le développement.
- 12 B. Daviron (2009) 'La forte volatilité des prix depuis 2007/08 – Analyse des facteurs conjoncturels ainsi que des facteurs spéculatifs ayant exacerbé la hausse', CIRAD/La recherche agronomique pour le développement.
- 13 Ibid.
- 14 D. Ray, cité dans Murphy, op. cit.
- 15 Volatility of Commodity Prices, op. cit.
- 16 Perspectives de la FAO, novembre 2010, <http://www.fao.org/docrep/013/al969e/al969e00.pdf>
- 17 Price Volatility in Food and Agricultural Markets, op. cit.
- 18 T. Cavero et C. Galián (2008) 'Des prix à double tranchant : Leçons de la crise des prix alimentaires : dix actions que les pays en développement devraient mener, Document d'information d'Oxfam 121. Oxford : Oxfam International.
- 19 Lin, op. cit.
- 20 Wiggins, S., Compton, J. et Keats, S. (2010) 'Preparing for Future Shocks to International Staple Food Prices. What Can the International Community and the UK Government Do to Help?' London: Overseas Development Institute, <http://www.odi.org.uk/resources/download/5095.pdf>
- 21 Calcul de l'auteur.
- 22 Calcul de l'auteur basé sur "Perspectives de l'alimentation de la FAO (2004–10)"
- 23 Calcul de l'auteur basé sur "Perspectives de l'alimentation de la FAO (2004–10)"

- 24 Volatility of Commodity Prices, op. cit.
- 25 WFP 2008 Food Aid Flows: <http://home.wfp.org/stellent/groups/public/documents/newsroom/wfp205880.pdf>
- 26 WFP 2009 Food Aid Flows: <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/newsroom/wfp223562.pdf>
- 27 WFP Facts Blast 2011: <http://home.wfp.org/stellent/groups/public/documents/communications/wfp187701.pdf>
- 28 M. Bunting (2011) 'How can we feed the world and still save the planet', Poverty Matters blog, The Guardian, 21 janvier, <http://www.guardian.co.uk/global-development/poverty-matters/2011/jan/21/olivier-de-schutter-food-farming>
- 29 M. Demeke, G. Pangrazio et M. Maetz (2009) 'Initiative on Soaring Food Prices. Country Responses to the Food Security Crisis: Nature and Preliminary Implications of the Policies Pursued', EASYPol Module 203.
- 30 Ibid.
- 31 Price Volatility in Food and Agricultural Markets, op. cit.
- 32 C.P. Timmer (2004) Food Security in Indonesia: Current Challenges and the Long-Run Outlook. Document de travail n° 48 du Center for Global Development.
- 33 A. Rachman (2003) cité dans A. Glipo et J. Ignacio (2005) Public Sector Intervention in the Rice Sector in Indonesia. Implications on Food Security and Farmer's Livelihoods. Integrated Rural Development Foundation (IRDF).
- 34 F. Gérard (2010) 'Indonesian Experience in Rice Price Stabilization', CIRAD, GREMA (Groupe de recherche et d'échange sur le règlement relatif au marché agricole).
- 35 Statistiques de la FAO, citées dans A. Mittal (2009) 'The 2008 Food Price Crisis: Rethinking Food Security Policies', UNCTAD G-24 Série de documents de travail n° 56.
- 36 Asian Development Bank (2006) Indonesia: Strategic Vision for Agriculture and Rural Development.
- 37 Gérard, op. cit.
- 38 Dawe (1995) cité dans 'Food Security in an Era of Decentralization: Historical Lessons and Policy Implications for Indonesia', document de travail n° 7. Indonesian Food Policy Program (2002).
- 39 Gérard, op. cit.
- 40 Les différences de pourcentage entre le prix plancher et plafond sont passées de 11 à 23 % de 1979 à 1982, et de 30 % à 56 % pendant la période 1984–89. Source: Islam et Thomas (1996), cités dans Gérard, op. cit.
- 41 Le coefficient de variation du prix de détail a diminué de 20 % de 1984 à 1989 et de 10 % entre 1989 et 1994. Source: Gérard, op. cit.
- 42 Glipo et Ignacio, op. cit.
- 43 'Grenier commun villageois' (GCV)
- 44 CECAM, cité dans C. Beaura d'Augères (2007) 'Mieux valoriser le riz par la vente à la soudure après stockage avec crédit en grenier commun villageois (GCV) : Expérience des CECAM et de FIFATA à Madagascar'. Beaura d'Augères (2007). Afdi, Inter-Réseaux.
- 45 E. Bouquet, B. Wampfler et E. Ralison (2009) 'Rice Inventory Credit in Madagascar: Conditions of Access and Diversity of Rationales around an Hybrid Financial and Marketing Service', document de travail de Rural Microfinance and Employment (RuMe).
- 46 J. Coulter (2009) 'Review of Warehouse Receipt System and Inventory Credit Initiatives in Eastern & Southern Africa'. CNUCED, Programme tous ACP relatif aux produits de base agricoles (AAACP).
- 47 Ibid.
- 48 Ibid.
- 49 Ibid.
- 50 FAO (2010) 'Politiques pour une bonne gestion économique des fluctuations des prix des denrées alimentaires dans les pays africains'. Managing Food Markets Through Stocks During the 2007–2008 Price Episode: Evidence & Recommendations', EASYPol Module 213.
- 51 USAID, Alternative Strategies for National Food Reserve Management, http://www.aec.msu.edu/fs2/zambia/Profit_role_of%20storage_in%20zambia.pdf
- 52 Par exemple, A. Sarris (2009) 'Hedging Cereal Import Price Risks and Institutions to Assure Import Supplies', Document de travail n° 30 de la FAO sur les politiques commerciales et les produits de base n° 30.
- 53 J. Flament (2010) 'Food Reserves. Stabilizing Markets, Investing in Farmers and Achieving Food Security'. Rapport du séminaire international sur l'agriculture organisé par le Collectif Stratégies Alimentaires (CSA), the Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP) et Oxfam-Solidarity.
- 54 FAO. Service de la parité hommes-femmes et du développement (SDWW). Division des Statistiques de la Population et des Femmes de la FAO: <http://www.fao.org/sd/fsdirect/fbdirect/fsp001.htm>
- 55 E. Alpert., M. Smale., K. Hauser. (2009). Investir dans les agriculteurs pauvres : une stratégie porteuse. (en français, résumé uniquement) Document d'information d'Oxfam.
- 56 F. Mousseau et M. Bailey (2009) 'Un milliard de personnes ont faim : les gouvernements et les agences d'aide doivent se montrer à la hauteur', document d'information 127 d'Oxfam, Oxford: Oxfam International.
- 57 PAM (2010) Burkina Faso: Purchase For Progress Report, <http://home.wfp.org/stellent/groups/public/documents/reports/wfp228504.pdf>
- 58 PAM (2011) 'What we are Learning from Forward Contracting in West Africa', <http://www.wfp.org/purchase-progress/blog/what-we-are-learning-forward-contracting-west-africa>
- 59 PAM 2010, op. cit.

BIBLIOGRAPHIE

Asian Development Bank (2006) *Indonesia: Strategic Vision for Agriculture and Rural Development*, Manila: Asian Development Bank.

Beaure d'Augères, C. (2007) 'Mieux valoriser le riz par la vente à la soudure après stockage avec crédit en grenier commun villageois (GCV) : Expérience des CECAM et de FIFATA à Madagascar', AFDI, Inter-réseaux Développement Rural.

Bouquet, E., Wampfler, B. et Ralison, E. (2009) 'Rice Inventory Credit in Madagascar: Conditions of Access and Diversity of Rationales around an Hybrid Financial and Marketing Service', Document de travail de Rural Microfinance and Employment (RuMe).

Cavero, T. et Galián, C. (2008) « Des prix à double tranchant : Leçons de la crise des prix alimentaires : dix actions que les pays en développement devraient mener », document d'information 121 d'Oxfam, Oxford: Oxfam International.

Coulter, J. (2009) 'Review of Warehouse Receipt System and Inventory Credit Initiatives in Eastern & Southern Africa', CNUCED, Programme tous ACP relatif aux produits de base agricoles (AAACP).

Coulter, J. et Onumah, G. (2002) 'The role of Warehouse Receipt Systems in Enhanced Commodity Marketing and Rural Livelihoods in Africa', *Food Policy*, 27(4), pp. 319-37.

Daviron, B. (2009) « La forte volatilité des prix depuis 2007/08 - Analyse des facteurs conjoncturels ainsi que des facteurs spéculatifs ayant exacerbé la hausse », CIRAD/La recherche agronomique pour le développement.

Demeke, M., Pangrazio, G. et Maetz, M. (2009) « Initiative on Soaring Food Prices. Country Responses to the Food Security Crisis: Nature and Preliminary Implications of the Policies Pursued », EASYPol Module 203, Rome: FAO.

FAO Perspectives de l'alimentation (2010), analyse des marchés mondiaux, Rome: FAO.

FAO (2010) « Policies for the Effective Management of Food Price Swings in Africa. Managing Food Markets Through Stocks During the 2007-2008 Price Episode: Evidence & Recommendations », EASYPol, Module 213, Rome: FAO.

Rapport de la FAO, du FIDA, du FMI, l'OCDE, la CNUCED, le PAM, la Banque mondiale, l'OMC, l'IFPRI et l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire des Nations unies (2011) *Price Volatility in Food and Agricultural Markets: Policy Responses*, Rapport destiné au G20.

- Flament, J. (2010). « Food Reserves. Stabilizing Markets, Investing in Farmers and Achieving Food Security ». Rapport du séminaire international sur l'agriculture organisé par le Collectif Stratégies Alimentaires (CSA), the Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP) et Oxfam-Solidarity.
- Galtier, F. (2011) « Que peut faire la communauté internationale pour aider les pays en développement à gérer l'instabilité des prix alimentaires? » CIRAD.
- Galtier, F. (2009) « Comment gérer l'instabilité des prix alimentaires dans les pays en développement? » CIRAD.
- GREMA (2010) Managing Food Price Volatility for Food Security and Development, CIRAD, GRET (Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques), IRAM (Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement).
- Gérard, F. (2010) « Indonesian Experience in Rice Price Stabilization », CIRAD, GREMA.
- Glipo, A. et Ignacio, J. (2005) « Public Sector Intervention in the Rice Sector in Indonesia. Implications on Food Security and Farmer's Livelihoods », Integrated Rural Development Foundation (IRDF).
- Jenn-Treyer, O. et Magnay, J. (2005) « Mise en place d'un système de régulation sur le marché du riz à Madagascar », Rapport de la mission du Programme alimentaire mondial.
- Lin, J. (2008) Commentaires préparés. Table ronde ayant pour thème la préparation à la prochaine crise mondiale du prix des denrées alimentaires organisée au Center for Global Development.
- McCreary I. (2011) « Protecting the Food Insecure in Volatile International Markets. Food Reserves and Other Policy Options », Document occasionnel de la Canadian Foodgrains Bank.
- Mittal, A. (2009) « The 2008 Food Price Crisis: Rethinking Food Security Policies », Série de documents de travail No. 56, CNUCED G-24.
- Mousseau, F. et Bailey, M. (2009) « Un milliard de personnes ont faim : les gouvernements et les agences d'aide doivent se montrer à la hauteur », document d'information 127 d'Oxfam, Oxford: Oxfam International.
- Murphy, S. (2009) « Strategic Grain Reserves In an Era of Volatility », Minneapolis: International Agriculture and Trade Policy (IATP).
- Poulton, C., Kydd, J., Wiggins, S. et Dorward, A. (2006) « State Intervention for Food Price Stabilisation in Africa: Can it Work? » Food Policy, 31(4), pp. 342-56.
- Sarris, A. (2009) « Hedging Cereal Import Price Risks and Institutions to Assure Import Supplies », Document de travail n° 30 de la FAO sur les politiques commerciales et les produits de base.
- Timmer, C. P. (2004) « Food Security in Indonesia: Current Challenges and the Long-Run Outlook », document de travail n° 48 du Center For Global Development.

Timmer, C. P. (1996) « Does BULOG Stabilize Rice Prices in Indonesia? Should it Try? » *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, 32(2), pp. 45-74.

Timmer, C. P. (1989) « Food Price Policy: The Rationale for Government Intervention », *Food Policy*, 14(1), pp. 17-27.

Nations unies (2009) Rapport 2009 – Objectifs du Millénaire pour le Développement.

WFP (2009) Food Aid Flows.

WFP (2008) Food Aid Flows.

WFP (2011) Facts Blast.

Wiggins, S., Compton, J. et Keats, S. (2010) « Preparing for Future Shocks to International Staple Food Prices. What Can the International Community and the UK Government Do to Help? » London: Overseas Development Institute,

<http://www.odi.org.uk/resources/download/5095.pdf>

Wiggins, S. et Keats, S. (2010) « Grain Stocks and Price Spikes », London: Overseas Development Institute (ODI),

<http://www.odi.org.uk/resources/details.asp?id=4705&title=grain-stocks-price-spikes>

Wright, B. (2009) « Faire face à la volatilité des prix alimentaires », document de travail de la FAO et de la Banque mondiale.

© Oxfam International juin 2011

Ce document a été rédigé par Jean-Denis Crola. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur les problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Cette publication est soumise au droit d'auteur, mais le texte peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être obtenue et des frais peuvent être demandés. E-mail publish@oxfam.org.uk.

Pour toute information complémentaire sur les questions soulevées dans ce document, veuillez contacter : advocacy@oxfaminternational.org

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous le numéro ISBN 978-1-84814-891-8 en juin 2011. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, UK.

Oxfam

Oxfam est une confédération internationale de 15 organisations travaillant ensemble dans 98 pays et en collaboration avec des partenaires et des alliés dans le monde entier pour trouver des solutions durables à la pauvreté et à l'injustice :

Oxfam America (www.oxfamamerica.org),
Oxfam Australia (www.oxfam.org.au),
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be),
Oxfam Canada (www.oxfam.ca),
Oxfam France (www.oxfamfrance.org),
Oxfam Germany (www.oxfam.de),
Oxfam GB (www.oxfam.org.uk),
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk),
Oxfam India (www.oxfamindia.org),
Intermon Oxfam (www.intermonoxfam.org),
Oxfam Ireland (www.oxfamireland.org),
Oxfam Mexico (www.oxfammexico.org),
Oxfam New Zealand (www.oxfam.org.nz),
Oxfam Novib (www.oxfamnovib.nl),
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca),

Les organisations suivantes, actuellement membres observateurs d'Oxfam, travaillent en vue d'une affiliation complète :

Oxfam Japan (www.oxfam.jp)
Oxfam Italia (www.oxfamitalia.org)